



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mercredi 13 novembre 2024

COP29.....	2
Discours du président de la République de Finlande Alexander Stubb à la Conférence sur les changements climatiques COP29 à Bakou, le 12 novembre.....	2
Ukraine.....	3
Selon le nouveau dirigeant du FIIA, la paix aux seules conditions de l'Ukraine n'a jamais été un objectif tout à fait réaliste.....	3
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavio se rend à Kiev pour assister à la réunion internationale de la Coalition pour les repas scolaires et soutenir la reconstruction de l'Ukraine.....	3
Russie.....	4
Sanctions.....	4
La Helsinki-Arena a été vendue à des investisseurs finlandais.....	4
Commission européenne.....	5
Audition de la candidate finlandaise à la Commission, Henna Virkkunen.....	5
Les eurodéputés voulaient savoir comment Henna Virkkunen se comporterait face à Elon Musk.....	5
Von der Leyen aux Finlandais : "Je veux que l'Union européenne apprenne de vous".....	6
Von der Leyen soutient les conclusions du rapport de Niinistö sur la préparation aux crises.....	6
Les garde-frontières finlandais reçoivent une aide d'urgence de l'UE.....	7
Politique intérieure.....	7
Editorial : "Au gouvernement, la pression augmente et les objectifs s'éloignent".....	7
Le Parti du Centre et le Mouvement Liike Nyt ont déposé une motion de censure au sujet des services sociaux et de santé.....	8
Société.....	8
Le premier ministre Petteri Orpo réagit aux résultats de l'étude sur les attitudes des hommes envers la violence faite aux femmes.....	8

## **COP29**

### **Discours du président de la République de Finlande Alexander Stubb à la Conférence sur les changements climatiques COP29 à Bakou, le 12 novembre**

« À l'ère d'une multipolarité croissante, nous avons plus que jamais besoin du multilatéralisme. Le changement climatique constitue un test décisif pour le multilatéralisme.

Si nous échouons à passer ce test, les efforts pour relever d'autres défis mondiaux – tels que le développement durable, les technologies et la démographie – seront vains. Et si nous ne parvenons pas à limiter l'augmentation de la température mondiale, les générations futures se retrouveront dans un monde où il y aura plus de pandémies, de famines et de conflits.

Dans le même temps, nous devons veiller à ce que l'action climatique soit alignée sur le programme de développement plus large. Je voudrais également souligner l'importance des femmes et des jeunes dans la lutte contre le changement climatique.

Dans mon discours à l'Assemblée générale des Nations Unies il y a quelques semaines, j'ai plaidé pour la nécessité de réformer les institutions multilatérales. J'ai également suggéré des mesures spécifiques pour réformer le Conseil de sécurité de l'ONU. Les puissances traditionnelles de l'Occident global doivent donner plus de pouvoir à la majorité de la population mondiale.

Le choix est binaire : nous aurons soit un désordre multipolaire et transactionnel soit un ordre coopératif multilatéral. Sans changer l'équilibre actuel des pouvoirs, je crains que le premier ne l'emporte sur le second.

L'influence croissante de formats tels que le G20, où la représentation reflète mieux les réalités mondiales, est la bienvenue. Mais prendre plus de pouvoir dans la prise de décision mondiale devrait également signifier prendre plus de responsabilités.

Les pays qui cherchent à améliorer leur influence mondiale pour refléter les réalités modernes ne peuvent pas exiger que les responsabilités mondiales soient toujours basées sur les circonstances du début des années 1990. Les plus gros émetteurs et les plus grandes économies détermineront la direction de l'ensemble de la planète.

En réfléchissant à ces développements, je voudrais souligner trois points sur lesquels je pense que cette COP29 est essentielle :

Tout d'abord, nous devons tous assumer davantage de responsabilités pour réduire les émissions. L'année dernière à Dubaï, nous avons franchi une étape cruciale en convenant de la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Il nous faut maintenant concrétiser nos promesses, alors que nous préparons nos nouvelles contributions nationales déterminées en vue de la COP30 à Belém. Il est essentiel que les membres du G20, en particulier, fassent preuve de leadership en fixant les objectifs les plus ambitieux possibles, en ligne avec la limite d'un réchauffement de 1,5 degré.

Deuxièmement, nous devons tous assumer davantage de responsabilités en matière de financement climatique. Le nouvel objectif collectif quantifié (NCQG) doit être à la fois ambitieux et réalisable. Il doit refléter l'économie mondiale actuelle et les sources d'émissions, et non la situation d'il y a plus de trente ans. La Finlande, en tant que membre de l'UE, reste déterminée à soutenir les pays en développement dans leur action climatique. Nous voulons mobiliser des fonds pour les pays qui en ont le plus besoin. Dans ce contexte, je suis heureux d'annoncer que la Finlande fournira un financement supplémentaire au Mécanisme de financement des observations systématiques (SOFF), pour aider à renforcer l'adaptation et à renforcer la résilience, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Troisièmement, nous devons tous assumer davantage de responsabilités envers les générations futures et pour y parvenir, nous avons besoin de trois choses :

Premièrement, nous avons besoin d'objectifs et de réglementation au niveau national et au niveau international.

Deuxièmement, nous avons besoin d'argent, c'est-à-dire de financements publics et privés.

Troisièmement, nous avons besoin d'innovations technologiques.

Et oui, ces trois éléments sont nécessaires ensemble. La résolution de la crise climatique ne se décrète pas ni ne s'achète. La réglementation fixe l'objectif. La finance crée les conditions pour des technologies innovantes.

Ici à Bakou, j'ai vraiment hâte d'explorer comment ces choses peuvent être réalisées, ensemble. »

<https://www.presidentti.fi/en/statement-of-president-of-the-republic-of-finland-alexander-stubb-at-the-climate-change-conference-cop29-in-baku-azerbaijan-on-12-november-2024/>

## ***Ukraine***

### **Selon le nouveau dirigeant du FIIA, la paix aux seules conditions de l'Ukraine n'a jamais été un objectif tout à fait réaliste**

La ligne officielle de la Finlande concernant la guerre en Ukraine est que la paix doit être réalisée aux conditions de l'Ukraine et que la victoire de l'Ukraine est pratiquement la seule option.

Le directeur de l'Institut de politique étrangère (FIIA), Hiski Haukkala, affirme que l'idée d'une paix maximaliste n'a jamais été totalement réaliste.

« Pour être honnête, à aucun moment je n'ai considéré cela comme un objectif tout à fait réaliste à tous égards », a-t-il dit, mardi soir sur le plateau de Yle.

Cependant, Haukkala souligne que l'objectif était moralement juste.

L'ancienne Première ministre Sanna Marin (SDP) avait déclaré en 2022 que la seule issue au conflit était que la Russie se retire totalement d'Ukraine. Il y a quelques semaines, fin octobre, le Premier ministre Petteri Orpo a encore déclaré que la paix devait être réalisée aux seules conditions de l'Ukraine.

Selon Haukkala, il est difficile d'imaginer que la Russie aurait renoncé à son objectif d'asservir l'Ukraine, même si l'Ukraine réussissait à militairement reconquérir ses frontières d'origine.

« On comprend désormais partout qu'il est assez difficile dans la situation actuelle pour l'Ukraine de parvenir à la paix maximaliste qu'elle s'est efforcée d'atteindre ».

L'élection de Donald Trump comme prochain président des États-Unis a accéléré le débat sur la fin de la guerre. Trump a menacé de mettre fin à la guerre avant même son investiture fin janvier prochain.

Haukkala a une position sévère sur le type de paix qui serait nécessaire maintenant.

« Il se peut que même dans le meilleur des cas, ce soit une paix provisoire », dit-il.

En effet, la soumission de l'Ukraine est une question stratégique clé pour la Russie.

« La Russie continuera probablement à poursuivre cet objectif, quelles que soient les pressions et obstacles qui seront placés contre cela », estime Haukkala.

Yle

### **Le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavo se rend à Kiev pour assister à la réunion internationale de la Coalition pour les repas scolaires et soutenir la reconstruction de l'Ukraine**

Lors de sa visite à Kiev le 12 novembre, le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavo a annoncé l'engagement de la Finlande à soutenir la réforme du secteur éducatif ukrainien et à accorder une aide humanitaire. À Kiev, le ministre a également signé un accord-cadre sur un instrument de crédit entre la Finlande et l'Ukraine.

Le ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavo a participé à la réunion de la Coalition internationale pour les repas scolaires à Kiev le 12 novembre et a rencontré la première vice-première ministre et ministre de l'Économie d'Ukraine Yulia Svyrydenko, le vice-premier ministre de la Reconstruction et ministre du Développement des collectivités et des territoires Oleksii Kuleba, le ministre des Finances Serhiy Marchenko et le ministre de l'Éducation et des Sciences Oksen Lisovyi.

Des représentants des entreprises finlandaises du secteur de l'éducation et de la défense civile et de la Chambre de commerce EastCham Finland ont également participé aux réunions ministérielles.

« La Finlande continue de soutenir fermement et de manière globale l'Ukraine et peut ainsi répondre aux besoins urgents et à long terme de l'Ukraine. La reconstruction de l'Ukraine est un effort considérable. Les entreprises finlandaises ont beaucoup à offrir et nous soutenons leur participation à la reconstruction par le biais de divers instruments financiers », a déclaré le ministre Tavio.

Le ministre Tavio a prononcé le discours d'ouverture de la réunion de la Coalition internationale pour les repas scolaires et a mis en lumière les facteurs contribuant au succès des repas scolaires finlandais. Lors de la réunion, la Finlande a annoncé qu'elle soutiendrait le programme de repas scolaires du Programme alimentaire mondial (PAM) en Ukraine à hauteur de 500 000 euros en 2024.

En outre, la Finlande soutient le travail humanitaire en allouant 8 millions d'euros de financement aux opérations en Ukraine du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

À Kiev, le ministre Tavio a signé un accord-cadre sur un instrument de crédit mixte, la Facilité d'investissement Finlande-Ukraine (FUIF), entre la Finlande et l'Ukraine. Le nouvel instrument de crédit mixte peut générer des investissements d'une valeur de 50 millions d'euros en 2025-2026 pour soutenir des projets d'investissement que l'Ukraine considère comme importants.

L'instrument fait partie du plan national de reconstruction de l'Ukraine mis en place par la Finlande. L'objectif est de soutenir les investissements du secteur public ukrainien qui sont conformes aux objectifs de développement durable des Nations Unies et qui utilisent les produits, services, expertise et technologie finlandais.

Par ailleurs, la Finlande soutiendra le secteur éducatif ukrainien à hauteur de 20 millions d'euros en 2025-2028. Le projet bilatéral entre la Finlande et l'Ukraine se concentrera sur la mise en œuvre de la réforme générale de l'enseignement secondaire supérieur. Le projet a été préparé en coopération avec le ministère ukrainien de l'Éducation et des Sciences, le ministère finlandais de l'Éducation et de la Culture et l'Agence nationale finlandaise pour l'éducation. Le projet soutiendra le développement global du système éducatif ukrainien.

La réforme générale de l'enseignement secondaire supérieur impliquera également le développement du système de protection sociale des étudiants et la réponse aux besoins de soutien psychosocial des élèves causés par la guerre. Le projet tiendra compte de l'égalité des sexes, des droits des personnes handicapées et de l'accès à l'enseignement secondaire supérieur général pour les groupes vulnérables.

L'éducation est l'une des priorités de la coopération au développement de la Finlande en Ukraine et favorise la convergence de l'Ukraine avec l'UE. Le projet s'inscrit dans la continuité de la coopération à long terme de la Finlande en Ukraine. La Finlande soutient la réforme du secteur éducatif ukrainien depuis 2018.

[https://valtioneuvosto.fi/-/ulkomaankauppa-ja-kehityksministeri-tavio-kiovassa-kansainvalisen-kouluruokakoalition-kokouksessa-ja-tukemassa-ukrainan-jalleenrakennusta?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/ulkomaankauppa-ja-kehityksministeri-tavio-kiovassa-kansainvalisen-kouluruokakoalition-kokouksessa-ja-tukemassa-ukrainan-jalleenrakennusta?languageld=en_US)

## **Russie**

### **Sanctions**

#### **La Helsinki-Arena a été vendue à des investisseurs finlandais**

Les oligarques russes Gennadi Timshenko et Arkadi, Boris et Roman Rotenberg visés par les sanctions ont vendu leurs actions avec droit de vote de la Helsinki-Arena à la société d'investissement immobilier Trevian par l'intermédiaire de laquelle plusieurs investisseurs finlandais sont liés à la transaction.

"Je peux confirmer que les documents de vente ont été signés. Les acheteurs et les vendeurs sont parvenus à un accord sur tous les détails de la vente, membre du conseil d'administration d'Helsinki Halli Oy", a déclaré Kai Paananen, qui travaille comme gestionnaire de fortune de Timshenko en Finlande.

On ne commente pas le prix de vente mais on parle d'au moins environ 60 millions d'euros.

La vente de la Helsinki-arena est une énorme surprise, car personne n'y croyait plus, du moins depuis que le délai d'exemption accordé par l'UE a expiré fin juin.

En particulier, la confiance des autorités finlandaises dans la réalisation de cessions volontaires d'actions s'était effondrée, car les promesses de vente des oligarques russes ont toujours échoué ces dernières années, sans raisons crédibles.

La conclusion de l'accord nécessite encore l'approbation de l'UE et des autorités finlandaises.

"Ces accords nécessitent encore l'approbation des autorités. J'ai également bon espoir sur cette question, mais à ce stade, je n'ai rien d'autre à dire à ce sujet", a déclaré Paananen.

"L'accord commercial est déjà contraignant pour les deux parties, mais la condition pour que le commerce ait lieu est d'obtenir une exemption au niveau de l'UE. Après cela, les procédures officielles en Finlande suivront", explique en revanche Tuomas Poskipartaa qui représente Trevian.

Il n'existe aucune estimation pertinente de la durée des procédures officielles.

"La documentation relative à l'accord a déjà été soumise au ministère des Affaires étrangères", indique Poskiparta.

En pratique, la conclusion des accords nécessite d'abord que l'UE accorde aux autorités finlandaises une nouvelle autorisation d'exemption pour gérer l'affaire.

Helsingin Sanomat écrit qu'un tournant très récent s'est produit : la haute direction de l'État finlandais, dont le Premier ministre Petteri Orpo, s'est positionnée pour soutenir les processus d'autorisation, selon diverses sources.

Selon certaines sources, les autorités finlandaises ont la volonté politique de demander une exemption légale à l'UE.

Le Premier ministre Orpo a refusé de commenter cette information.

"À ce stade, il est primordial de donner à l'équipe des sanctions la tranquillité d'esprit pour traiter cette question", souligne Poskiparta.

HS

## ***Commission européenne***

### **Audition de la candidate finlandaise à la Commission, Henna Virkkunen Les eurodéputés voulaient savoir comment Henna Virkkunen se comporterait face à Elon Musk**

La candidate finlandaise Henna Virkkunen a été testée mardi soir par le Parlement européen pendant trois heures.

Le portefeuille de Virkkunen comprend les questions numériques et technologiques. En tant que vice-président, elle coordonne également les questions de sécurité, d'État de droit et de compétitivité.

De nombreux députés ont voulu savoir comment Virkkunen envisageait de faire face alors que les États-Unis sont dirigés par Donald Trump, dont le soutien est le propriétaire du service de messagerie X, Elon Musk. X est sur une trajectoire de collision avec la réglementation numérique de l'UE.

Alex Agius Saliba, le leader des sociaux-démocrates, a déclaré que ces dernières semaines, on a vu comment le milliardaire égocentrique diffuse de fausses nouvelles sur sa plateforme et utilise les données qu'il collecte et des algorithmes addictifs pour façonner les opinions.

« Resterez-vous dure lorsque vous devrez imposer des amendes », a-t-il demandé.

Virkkunen a assuré que le respect des règles numériques sera surveillé.

L'eurodéputée libérale Svenja Hahn a demandé comment s'assurer que les États-Unis respectent la réglementation numérique.

Virkkunen a répété que l'Europe a les mêmes règles pour tous et a souligné que les États-Unis sont le partenaire commercial le plus important de l'UE, avec lequel la coopération se poursuivra.

Virkkunen a également été interrogé sur, entre autres, la protection des enfants en ligne, la cybersécurité et la déréglementation.

Même si Virkkunen a bien répondu aux questions des députés, son élection au poste de commissaire n'est pas encore claire.

En effet, les auditions des candidats à la Commission sont en grande partie un jeu politique.

Si un groupe politique rejette quelqu'un, un autre candidat est également menacé de rétorsion.

Yle

## **Von der Leyen aux Finlandais : "Je veux que l'Union européenne apprenne de vous"**

### **Von der Leyen soutient les conclusions du rapport de Niinistö sur la préparation aux crises.**

Dans un discours vidéo diffusé lors d'un forum de haut niveau organisé à Hanasaari (Helsinki) hier, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen a déclaré qu'elle partage pleinement les conclusions du rapport sur la préparation de l'UE aux crises remis la semaine dernière par le président Sauli Niinistö.

"Je partage entièrement sa conclusion. La préparation face aux crises doit devenir une attitude fondamentale dans tout ce que nous faisons", a déclaré Von der Leyen.

La Commission prépare une stratégie pour une « union de préparation », qui définira les actions nécessaires à mettre en place, a déclaré Mme von der Leyen. Elle a souligné trois thèmes importants.

Selon Von der Leyen, la première chose à faire est un véritable marché intérieur pour l'industrie de défense. En d'autres termes, nous avons besoin de davantage de coopération, de normes de production communes et d'un rôle plus important pour les PME européennes dans les chaînes de production. Une production accrue de haute technologie et de grandes quantités de munitions, par exemple, sont également nécessaires.

Deuxièmement, les chaînes d'approvisionnement critiques doivent être sécurisées. Von der Leyen a souligné qu'après la pandémie, le stockage de produits stratégiques et les usines de vaccins ont déjà été développées. Cela devrait également être fait dans d'autres secteurs, des produits médicaux critiques jusqu'aux produits du secteur de la défense et aux matières premières critiques.

Troisièmement, il faut se préparer aux effets du changement climatique. La volonté est désormais de construire un nouveau mécanisme de protection civile.

Von der Leyen a souligné que les civils et les militaires doivent être prêts à travailler ensemble dans des situations de crise, non seulement au niveau national mais aussi au niveau européen. "L'Europe se réchauffe deux fois plus que la moyenne mondiale et nous devons utiliser toutes nos ressources pour protéger les Européens du changement climatique."

Von der Leyen a flatté le public de Hanasaari (centre culturel suédois en Finlande) en saluant la préparation face aux crises de la Finlande et de la Suède. "Je veux que l'Union européenne apprenne de vous parce que l'éventail des menaces auxquelles nous sommes confrontés est plus grand que jamais", a-t-elle déclaré au début de son discours.

"La menace d'agression militaire contre un pays membre n'a jamais été aussi grande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si nous voulons l'empêcher, nous devons nous y préparer, tout comme la Finlande et la Suède l'ont toujours fait", a-t-elle déclaré.

En outre, Von der Leyen a évoqué diverses menaces hybrides allant de la désinformation, des cyberattaques et du sabotage à l'utilisation des migrants comme moyen d'influence. Une préparation est également nécessaire, entre autres, car les conflits peuvent interrompre les chaînes d'approvisionnement et entraîner des restrictions à l'exportation. Sans oublier le changement climatique.

Le Premier ministre Petteri Orpo a également pris la parole lors de l'événement.

Concernant le thème du rapport de Niinistö, Orpo a déclaré, entre autres, qu'une évaluation globale des risques est nécessaire dans l'UE et que les fonctions vitales de l'administration et de la société doivent être définies au niveau de l'UE. Le rôle de l'UE doit également être compris dans la préparation et la réponse à une attaque armée extérieure.

"La préparation est une attitude", a-t-il souligné.

HS

## **Les garde-frontières finlandais reçoivent une aide d'urgence de l'UE**

La Commission européenne a accordé une aide d'urgence de 16 millions d'euros aux gardes-frontières de Finlande.

Selon les gardes-frontières, le financement de l'aide d'urgence est destiné à couvrir les coûts supplémentaires résultant de l'interdiction de l'entrée instrumentalisée à la frontière orientale. Selon les gardes-frontières, les coûts supplémentaires de la situation actuelle sont dus, entre autres, aux frais de personnel, de déplacements, d'hébergement et de divers achats de services et d'équipements, qui ont été engendrés par le renforcement des dispositions liées au contrôle des frontières et au contrôle de l'immigration.

Les gardes-frontières affirment avoir rendu plus efficaces la surveillance de la frontière, les inspections aux frontières et le renseignement, ce qui a nécessité, entre autres, davantage de personnel. Ils ont notamment dû faire appel à la réserve.

Tous les postes frontaliers de la frontière orientale sont fermés depuis décembre 2023.

HS

## ***Politique intérieure***

### **Editorial : "Au gouvernement, la pression augmente et les objectifs s'éloignent"**

Le deuxième automne du gouvernement du premier ministre Petteri Orpo prend une tournure de plus en plus sombre. Les mesures d'austérité du gouvernement commencent à se faire sentir dans les portefeuilles des citoyens, mais rien n'indique encore que les coupes budgétaires ne produiront autre chose que des souffrances. Le marché immobilier vacille, les plans sociaux s'accumulent et la croissance économique se fait toujours attendre.

Les faits sont têtus. Le gouvernement a fait des économies et des coupes budgétaires. Pourtant, l'évolution de la dette publique et de l'emploi de la Finlande est la plus faible de tous les pays de l'UE. La raison d'être du gouvernement, c'est-à-dire l'objectif de réduire le déficit à moins de 1% du PIB, est inatteignable mais personne n'ose le dire.

Le mécontentement des citoyens à l'égard du gouvernement augmente. Dans un récent sondage, jusqu'à 56% des citoyens estiment que les actions du gouvernement font de la Finlande un pays où il fait mauvais vivre. Dans un autre sondage, le PSD avait déjà pris plus de 5,5 points d'avance sur le parti du premier ministre qui chute. L'audience des Vrais Finlandais avait également recommencé à décliner.

Les principaux partis gouvernementaux réagissent chacun à leur manière face à la situation. Pour les partisans du parti du premier ministre, les évaluations du programme gouvernemental étaient correctes, mais si on a échoué c'est à cause de la conjoncture économique, les problèmes de sécurité sociale et l'Allemagne [qui ne tire plus l'économie finlandaise]. Et la politique douanière de Donald Trump risque d'aggraver les problèmes.

On s'attendait à ce que les Vrais Finlandais changent de politique lorsque leur audience a diminué, mais le parti a surpris par sa détermination. Le rôle de Riikka Purra comme dame de fer à la Thatcher a suscité l'admiration parmi les militants du parti et les chefs d'entreprise, mais la question de savoir si ses coups de ciseaux fonctionneront bien pour les électeurs lors des élections municipales et régionales du printemps est une autre affaire. L'été dernier, le parti a commencé à colmater la fuite de ses partisans par des discours racistes, dont on ne peut attendre qu'une augmentation si l'audience du parti continue à décliner.

Le Premier ministre Orpo a accepté les incartades de son partenaire gouvernemental comme le prix à payer pour le fait que son parti puisse faire les réformes du marché du travail qu'il réclame depuis longtemps. Les dernières étapes devraient être finalisées d'ici l'été prochain. Au moins avant cela, le gouvernement doit tenir.

Ces réformes n'auraient pas pu être menées avec une autre forme de gouvernement, et il n'y aura probablement pas d'autre opportunité similaire avant longtemps.

Au sein du gouvernement, le mantra est répété selon lequel le gouvernement met en place les réformes structurelles nécessaires qui auraient dû être mises en œuvre depuis longtemps.

Les partis d'opposition n'ont pas pu le faire et ne le pourront pas. Cette affirmation n'est pas totalement infondée, mais des contre-arguments peuvent également être avancés.

L'endettement ne pouvait pas perdurer, mais le mouvement de freinage du programme gouvernemental était-il trop fort compte tenu de la situation économique ? Certaines mesures ont-elles été prises parce qu'il était politiquement possible de les mettre en œuvre, même si le moment était mal choisi en termes de cycle économique ?

Et encore une remarque : le Premier ministre Orpo est un pragmatique, la ministre des Finances Purra est carrément une réaliste cynique. Ils semblent manquer soit du désir, soit de la capacité de peindre aux citoyens une perspective d'espoir face à la situation difficile actuelle. Actuellement, les Finlandais n'ont pas besoin de chimère, mais au moins de quelque chose. C'est ça le leadership.

HS

### **Le Parti du Centre et le Mouvement Liike Nyt ont déposé une motion de censure au sujet des services sociaux et de santé**

Les partis d'opposition le Parti du Centre et le Mouvement Liike Nyt ont déposé mardi une motion de censure concernant les services sociaux et de santé. La vice-présidente du groupe parlementaire du Parti du Centre Eeva Kalli décrit la motion censure comme un « appel à l'aide » pour ces services. Selon elle, la politique du gouvernement va rendre l'accès aux services de santé encore plus difficile : les patients devront attendre plus longtemps pour avoir un rendez-vous médical et les urgences vont être saturées.

La motion de censure demande au gouvernement comment l'accès aux services de santé de chaque citoyen sera assuré. Le président du Parti du Centre Antti Kaikkonen dit que son parti propose une alternative claire pour la politique du gouvernement : annuler les réductions budgétaires aux services sociaux et de santé et renforcer les centres de santé, les maisons de retraite, la protection de l'enfance et les hôpitaux. Le parti « ne donnerait pas non plus des aides supplémentaires aux entreprises de santé privées ».

Kaikkonen dit aussi que son parti est pour le modèle du médecin traitant, une alternative soutenue également par le président du Mouvement Liike Nyt Harry Harkimo : « Je ne comprends pas pourquoi on ne pourrait pas adopter ce modèle. Le modèle du médecin traitant est le seul moyen de sauver les centres de santé et tout le système, pour que les patients puissent avoir l'accès aux services de santé ». Les partis n'ont pourtant pas précisé lors de la conférence de presse comment le modèle du médecin traitant serait financé.

Les journalistes ont également demandé pourquoi les autres partis d'opposition ne participent pas à la motion de censure. Kaikkonen et Harkimo ont répondu tous les deux que même si tous les partis d'opposition partagent l'inquiétude concernant l'état des services sociaux et de santé, les solutions politiques de la gauche sont différentes des celles proposées par le Parti du Centre et le Mouvement Liike Nyt.

HS

## **Société**

### **Le premier ministre Petteri Orpo réagit aux résultats de l'étude sur les attitudes des hommes envers la violence faite aux femmes**

Le premier ministre Petteri Orpo écrit sur son compte Instagram que « la violence faite aux femmes est une honte pour la société finlandaise ».

Selon l'étude publiée hier, la moitié des hommes pensent que les mouvements féministes comme MeToo limitent les droits des hommes. L'étude relève aussi qu'un homme sur quatre pense qu'une femme peut à cause de son comportement ou son apparence mériter la violence qu'elle a subie.

« Toute notre société doit faire des efforts pour changer ces attitudes perverses », a écrit Orpo.

« Les hommes doivent assumer leur responsabilité ».



D'autres politiciens ont également réagi aux résultats de l'étude. Atte Harjanne, député des Verts, se demande comment, selon l'étude, 60 % des hommes peuvent penser que l'égalité hommes-femmes a déjà été atteinte en Finlande. « C'est une idée étrange, dans un pays où la plupart des femmes ont subi des harcèlements, où le parti du premier ministre n'a jamais eu de femme présidente et où moins de 10 % des PDG des entreprises cotées en bourse sont des femmes ».

La ministre de la Famille et des Services sociaux Sanni Grahn-Laasonen a écrit sur X que « toute la Finlande doit prendre conscience des dangers de la violence faite aux femmes. Nous ne pouvons pas ignorer ces statistiques ».

Selon la présidente de l'Alliance de gauche Minja Koskela, les jeunes hommes conservateurs sont un phénomène reconnu – contrairement à la croyance populaire que les nouvelles générations sont plus libérales que les précédentes. « Nous avons besoin de plus d'études et de discussion afin de comprendre les raisons de ce changement. »

HS

### **La chercheuse Tuija Saresma veut qu'on arrête de parler de la Finlande comme un pays égalitaire**

La professeure d'études culturelles et chercheuse sur les discours de haine à l'Université de l'Est de la Finlande, Tuija Saresma, dit que l'étude sur les attitudes des hommes envers la violence faite aux femmes brise l'image de la Finlande comme un pays égalitaire : « Ces résultats sont très inquiétants et ils montrent que nous avons un problème en Finlande ». Saresma dit que ce problème n'est pourtant pas pris au sérieux malgré le fait que la Finlande est le pays où il y a la plus de violence envers les femmes dans toute l'Union européenne. « Nous avons ce narratif finlandais que nous sommes un pays égalitaire. Nous ne voulons pas l'abandonner. Nous ne voulons pas croire autre chose. »

Parmi les raisons pouvant expliquer ces attitudes des jeunes hommes, Saresma liste la désinformation, les tentatives de nier les faits et les réseaux sociaux. Elle dit aussi que l'image de l'homme doit aussi être changée : par exemple, on doit voir plus d'hommes pleurer, également à la télévision. Aussi, les hommes doivent prendre au sérieux la peur qu'ils suscitent auprès des femmes. « Nous avons peur des hommes et les hommes doivent comprendre cela. »

Hbl